

Le premier ministre obtient le soutien de tous les partis

Extrait d'un article de Mediapart - 06 juillet 2015 | Par [Amélie Poinssot](#)

C'est inédit dans l'histoire politique grecque. Le premier ministre et les chefs des principaux partis du pays, opposition comprise, ont signé lundi une déclaration politique commune.

Pendant que la planète Bruxelles commençait à discuter sérieusement d'un « Grexit » ce lundi 6 juillet, à Athènes, Alexis Tsipras a continué à avancer ses pions. Pendant près de sept heures, il s'est entretenu à huis clos, derrière les murs du palais Maximou, avec les chefs des principaux partis politiques. Seule Aube dorée, dont les dirigeants néonazis sont actuellement [poursuivis par la justice](#), n'était pas convoquée à cette réunion.

Y figuraient en revanche le chef des Grecs indépendants Panos Kammenos (ANEL, souverainiste, anti-austérité, membre de la coalition gouvernementale), le chef par intérim de Nouvelle Démocratie Evanguélos Meïmarakis (droite conservatrice, opposition), le chef de Potami Stavros Theodorakis (« La Rivière », centriste, opposition), la dirigeante du PASOK Foffi Gennimata (socialistes, opposition) ainsi que le chef du parti communiste Dimitris Koutsoubas (KKE, anti-UE). Tout cela sous le patronage du président de la République (rôle honorifique en Grèce), Prokopios Pavlopoulos. Tous, à l'exception du leader communiste, ont signé la déclaration commune.

C'est une première en Grèce. Jamais gouvernement n'avait ainsi réussi à s'assurer du soutien politique, formel, de l'opposition. Signe que la pression européenne est maximale malgré le « non » magistral du peuple grec, dimanche. Signe, aussi, que Tsipras y répond avec le sens des responsabilités que lui impose un score digne d'un plébiscite.

Que dit cette déclaration commune ? Que « *le verdict du peuple grec ne constitue pas un mandat de rejet, mais un mandat de continuation et de renforcement de la proposition pour l'aboutissement d'un accord juste socialement et viable économiquement* ». Autrement dit, le premier ministre grec fait l'union sacrée autour de lui pour maintenir la Grèce dans la zone euro. Les cinq personnalités politiques se sont accordées sur les objectifs suivants :

- **couverture suffisante des besoins financiers du pays**
- **réformes crédibles avec pour critères le partage juste des charges et la promotion de la croissance, avec le moins de retombées déficitaires possible**
- **programme de développement fort pour lutter en priorité contre le chômage et encourager l'entrepreneuriat**
- **engagement à ouvrir une discussion objective sur la question de la viabilité de la dette publique grecque**
- **priorité immédiate au rétablissement de la liquidité dans le système financier, en accord avec la Banque centrale européenne**

En clair, il s'agit d'obtenir de la BCE le relèvement des ELA, ces aides d'urgence qui permettent d'alimenter les banques grecques et sans quoi les établissements financiers du pays risquent de rester fermés. Et de trouver, au plus vite, un accord à Bruxelles afin d'éviter le défaut de paiement sur les nouvelles échéances cruciales qui arrivent courant juillet.